

Réformes ?

(Bruckère, 1905)

(*Le Socialiste*, 19-26 février 1905)

A propos d'une résolution du Congrès de Bourges

Deux tendances, qui semblent contradictoires, se manifestent dans la tactique socialiste au sujet des réformes.

D'un côté, le principe même du Socialisme se trouve en opposition avec les illusions démocratiques. Au lieu de voir la solution de ce qu'on a appelé la « question sociale » dans l'expansion des *libertés*, dans la réalisation d'un *idéal* de justice, dans le perfectionnement du régime républicain par le moyen du *suffrage universel*, – le Socialisme établit que tous les phénomènes sociaux de notre temps résultent du mécanisme capitaliste, et sont des manifestations de la lutte de classe, qui ne cesseront qu'avec la disparition des classes. En conséquence, le Parti Socialiste est un parti de classe et de révolution.

D'un autre côté, le désir d'une amélioration immédiate de son sort tient trop au coeur de l'homme pour qu'il n'*espère* pas, même contre toute logique. La logique est faible contre la puissance d'un désir instinctif. Les partis politiques promettent des réformes à la foule électorale, comme une nourrice promet la lune à un enfant.

Le Parti Socialiste se trouve ainsi pris entre la logique de son principe scientifique et le désir universel d'un soulagement immédiat. Il ne peut pas trahir son principe, mais il est impossible que ce parti – d'hommes – puisse se soustraire à ce désir *humain* de réformes.

Cette contradiction n'a rien d'insoluble, si on précise la distinction entre les conditions de lutte et les conditions d'existence de la classe prolétarienne.

Les conditions d'existence des salariés dépendent de leurs salaires. Elles ne sont pas déterminées par la loi *légal*e, mais par la loi économique de l'offre et de la demande.

Ce sont les progrès du machinisme et de la concentration industrielle, la proportion des chômeurs, armée industrielle de réserve, les stocks de marchandises, qui déterminent les conditions de vie des salariés dans chaque corporation.

Les réalités sociales sont *en dehors* des parlements. Le troupeau d'ambitieux qui s'agite dans l'atmosphère malsaine des Chambres ne peut rien – rien – pour modifier le salaire réel des travailleurs.

La loi légale est de paille ; la loi économique est d'airain.

Pourquoi changer l'assiette de l'impôt, si vous n'en changez pas l'incidence ?

Pourquoi faire de l'anticléricalisme, puisque le cléricalisme est une nécessité sociale ? Tout au plus pouvez-vous substituer l'idolâtre du drapeau à l'idolâtre du crucifix.

L'amélioration, par voie politique, des conditions d'*existence* est une utopie.

Bien que l'amélioration des conditions d'existence par voie de réforme politique soit impossible, il n'en est pas de même de l'amélioration des conditions de lutte, et il nous semble possible de rendre plus aisée au prolétariat sa guerre contre la bourgeoisie capitaliste.

Nous ne faisons pas là une distinction spécieuse. Ce n'est pas couper un cheveu en quatre que de distinguer les conditions de lutte et les conditions d'existence. La différence est réelle.

Lorsqu'un soldat marche sous la pluie, c'est améliorer sa condition d'existence que de lui fournir un parapluie qui le garantisse de l'eau – et c'est améliorer ses conditions de lutte que de lui donner un Lebel à la place d'un fusil à pierre.

Par le fait même de la production capitaliste, le Prolétariat se trouve en lutte avec la Bourgeoisie. Cette lutte est tantôt sourde, tantôt ouverte, mais elle sans trêve. Loin de s'atténuer, les conflits vont en s'aggravant ; certaines réformes rendraient les coups du prolétariat plus puissants, son adversaire plus débile, feraient son effort plus aisé et plus efficace.

Il est une réforme qui, plus que toute autre, est considérée comme une amélioration des conditions de lutte du prolétariat ; c'est la réduction de la journée de travail.

La réduction de la journée de travail rend les prolétaires physiquement et intellectuellement plus forts, elle en fait de meilleurs soldats pour la guerre sociale. On ne fait pas des révoltés avec des miséreux : la révolte est un luxe.

La réduction de la journée de travail facilite la concentration des capitaux, précipitant ainsi la disparition de la classe moyenne, clarifiant la lutte sociale.

C'est la réforme-révolutionnaire par excellence.

Ce n'est pas une amélioration des conditions de vie. Les applications qui ont déjà été faites depuis plusieurs années en Angleterre et en Amérique de la journée de huit heures ont établi que la quantité de labeur fourni est sensiblement la même : le travail plus court devient plus intense. La proportion de sur-travail est peut-être même plus forte : la journée de huit heures, augmentant probablement la plus-value-relative, augmenterait d'autant les profits capitalistes.

La journée de huit heures est une amélioration des conditions de lutte, rien que cela. C'est un immense résultat.

A l'heure où les syndicats reprennent l'agitation pour la journée de huit heures, dont le socialisme eut jadis l'initiative ; à l'heure où tant d'élus parlementaires s'enlisent dans les combinaisons ministérielles et perdent la notion des réalités économiques dans les réformettes pour rire dont les radicaux sont prodigues, – le Parti Socialiste ne peut (à mon sens) que trouver profit à diriger son effort vers la réduction de la journée de travail.

Sans vouloir chercher aujourd'hui quelle est la valeur de l'action parlementaire pour obtenir cette réforme révolutionnaire, nous tenterons d'établir dans un prochain article qu'il serait possible d'élaborer une loi réduisant *effectivement* la journée de travail.

Car le difficile n'est pas de faire voter une loi, mais de la faire appliquer.

A. Bruckère

RÉFORMES ?

A propos d'une situation de
l'après de Bourges.

Deux tendances, qui semblent contradictoires, se manifestent dans la tactique socialiste au sujet des réformes.

D'un côté, le principe même du Socialisme se trouve en opposition avec les illusions démocratiques. Au lieu de voir la solution de ce qu'on a appelé la « question sociale » dans l'expansion des libertés, dans la réalisation d'un idéal de justice, dans le perfectionnement du régime républicain par le moyen du suffrage universel, — le Socialisme établit que tous les phénomènes sociaux de notre temps résultent du mécanisme capitaliste, et sont des manifestations de la lutte de classe, qui ne cessera qu'avec la disparition des classes. En conséquence, le Parti Socialiste est un parti de classe et de révolution.

D'un autre côté, le désir d'une amélioration immédiate de son sort tient trop au cœur de l'homme pour qu'il n'aspire pas, même contre toute logique. La logique est faible contre la puissance d'un désir instinctif. Les partis politiques promettent des réformes à la suite électorale, comme une tourterelle promet la lune à un enfant. Le Parti Socialiste se trouve ainsi pris entre la logique de son principe scientifique et le désir universel d'un soulagement immédiat. Il ne peut pas trahir son principe, mais il est impossible que ce parti — d'hommes — puisse se soustraire à ce désir humain de réformes.

Cette contradiction n'a rien d'insoluble, si on précise la distinction entre les conditions de lutte et les conditions d'existence de la classe prolétarienne.

Les conditions d'existence des salariés dépendent de leurs salaires, elles ne sont pas déterminées par la loi *État*, mais par la loi économique de l'offre et de la demande.

Ce qui les progrès du machinisme et de la concentration industrielle, la proportion des chômeurs, armée industrielle de réserve, les stocks de marchandises, qui déterminent les conditions de vie des salariés dans chaque corporation.

Les réalités sociales sont en dehors des parlements. Le troupeau d'amateurs qui s'agit dans l'atmosphère maladroite des Chambres ne peut rien — rien — pour modifier le salaire réel des travailleurs.

La loi légale est de paille; la loi économique est d'airain.

Pourquoi charger l'assiette de l'impôt, si vous n'en changez pas l'incidence ?

Pourquoi faire de l'anticléricalisme, puisque le cléricalisme est une nécessité sociale ? Tout au plus pouvez-vous subtiliser l'idolâtrie du drapeau à l'idolâtrie du crucifix. L'amélioration, par voie politique, des conditions d'existence est une utopie.

Bien que l'amélioration des conditions d'existence par voie de réformes politiques soit impossible, il n'en est pas de même de l'amélioration des conditions de lutte, et il nous semble possible de rendre plus aisée au prolétariat sa guerre contre la bourgeoisie capitaliste.

Nous ne faisons pas là une distinction spéculative. Ce n'est pas coquer un cheveu en quatre que de distinguer les conditions de lutte et les conditions d'existence. La différence est réelle.

Lorsqu'un soldat marche sous la pluie, c'est améliorer sa condition d'existence que de lui fournir un parapluie qui le garantisse de l'eau — et c'est améliorer ses conditions de lutte que de lui donner un *Lebel* à la place d'un fusil à pierre.

C'est le fait même de la production capitaliste, le prolétariat se trouve en lutte avec la bourgeoisie. Cette lutte est tantôt sourde, tantôt ouverte, mais elle est sans trêve. Lors-

de s'atténuer, les conflits vont en s'aggravant; certaines réformes rendraient les coups du prolétariat plus poignants, son adversaire plus débile, feraient son effort plus aisé et plus efficace.

Il est une réforme qui, plus que toute autre, est considérée comme une amélioration des conditions de lutte du prolétariat: c'est la réduction de la journée de travail.

La réduction de la journée de travail rend les prolétaires physiquement et intellectuellement plus forts, elle en fait de meilleurs soldats pour la guerre sociale. On ne fait pas des révoltés avec des miséreux; la révolte est un luxe.

La réduction de la journée de travail facilite la concentration des capitaux, précipitant ainsi la disparition de la classe moyenne, clarifiant la lutte sociale.

C'est la réforme-révolutionnaire par excellence.

Ce n'est pas une amélioration des conditions de vie. Les applications qui ont déjà été faites depuis plusieurs années en Angleterre et en Amérique de la journée de huit heures ont établi que la quantité de travail fourni est sensiblement la même; le travail plus court devient plus intense. La proportion de sur-travail est peut-être même plus forte: la journée de huit heures, augmentant probablement la plus-value relative, augmenterait d'autant les profits capitalistes.

La journée de huit heures est une amélioration des conditions de lutte, rien que cela. C'est un immense résultat.

A l'heure où les syndicats reprennent l'agitation pour la journée de huit heures, dont le socialisme fut jadis l'initiative; à l'heure où tant d'étus parlementaires s'insolent dans les combinaisons ministérielles et perdent la notion des réalités économiques dans les réformettes pour rire dont les radicaux sont prodigés, — le Parti Socialiste ne peut (à son sens) que trouver profit à diriger son effort vers la réduction de la journée de travail.

Sans vouloir chercher aujourd'hui quelle est la valeur de l'action parlementaire pour obtenir cette réforme révolutionnaire, nous tenterons d'établir dans un prochain article qu'il serait possible d'établir une loi réduisant effectivement la journée de travail.

Car le difficile n'est pas de faire voter une loi, mais de la faire appliquer.

A. BRUCKÈRE.

LA SOLUTION UNITAIRE

Il va de soi que, dans les conjonctures présentes, il appartient à chaque fraction socialiste de solutionner les différends qui peuvent surgir en son sein et d'obliger ses membres à l'observation stricte des règles posées dans le pacte commun destiné à servir de base de charte au Parti unifié. La logique le veut ainsi, et aussi les décisions prises par chacune des organisations contractantes, notamment par le P. S. D. F. et par le P. S. F.

Il est donc très naturel que le Conseil national du P. S. F., im puissamment contraint à contraindre la majorité rebelle de son groupe parlementaire, se soit résolu à recourir à un Congrès. C'est le Congrès qui départagera délégués de fédération et députés et qui, en prononçant sur le fait de la délégué des gauches, dira, du même coup, si l'unité est possible ou non entre les deux fractions numériquement les plus importantes du socialisme français.

Bien de plus naturel et nous n'avons qu'à laisser faire. Mais toutefois, il serait vain d'affecter un détachement qui n'est pas le nôtre. Si nous regardons en spectateurs comme il convient, nous regardons en spectateurs intéressés, et c'est avec satisfaction que nous notons les démarches des Fédérations qui déjà permettent de prévoir quel sera le résultat du Congrès en préparation. Dans cet ordre d'idées, la Fédération de la Seine a fait, dès le premier moment, connaître son avis par un ordre du jour très fortement motivé et que voici :

La F. S. R. S., approuvant le texte de la

LE SOCIALISTE

commission d'unification des forces socialistes en France, donne le mandat formel aux élus et à ses délégués au Conseil national de s'opposer énergiquement à toute participation des élus socialistes à la délégué des gauches à la Chambre des députés, application des décisions communes prises par les organisations socialistes françaises.

Il semble que si le Congrès du P. S. s'était bien inspiré, il s'en tiendrait, sans j'aspire à un débat, à cette simple motion qui tout dans sa brièveté et dont l'adoption mettrait immédiatement à chacun d'aboli le Congrès unitaire avec la certitude de butir.

LOUIS DUBREUILLE.

BUREAU SOCIALISTE INTERNATION

Le Bureau socialiste international ad- aux organisations socialistes de tous les pa- manifeste suivant :

Aux Travailleurs de tous les pays,
Un crime inexplicable vient d'être com- dont la victime est tout un peuple !

Des milliers de travailleurs s'étaient vus, qui croyaient pouvoir espérer en dans les sentiments d'humanité de celui qui se ditait leur père, de celui qui se ditait appeler le Tsar de la Paix !

Ils demandaient la fin d'une guerre sauteuse, l'amélioration de leur sort n' rabie, l'octroi des réformes poids élémentaires déjà conquises par leurs nations d'Occident.

Nicolas II et ses conseillers, pour l' réponse, les ont fait fusiller. En un jour de sang et de deuil, des hommes femmes, des enfants — foule inoffe et sans armes — sont tombés sous les c d'une soldatesque sauvage, auxiliaire consciente de la plus détestable des t- aies.

Aujourd'hui, l'ordre règne à Sala- terbourg.

L'émule d'Abd-el-Hamid règne encor les cadavres de son peuple !

Mais, entre le tsarisme et tous qu'unissent désormais le même senti d'incompréhensible révolte, un abîme creusé, que des répressions novelli- feront qu'élargir.

Vainement, ceux qui n'ont pas r devant l'assassinat, pour consolider l' gime exécrable, se flattent d'un mou- mouvement qui a gagné toutes les ci- en ajoutant à l'horreur des tureries l'in des arrestations en masse; désorma- lutte suprême est engagée et l'héroïs prolétariat russe, avant-garde de la tution, nous est un gage qu'elle se po- vra jusqu'au bout, jusqu'à l'effondr- d'un régime qui constitue le plus- trueux des anachronismes, la plus d- reus menace pour les libertés de l'E- entaire.

Dans cette lutte, il faut que nos fr- Russie puissent compter non seul sur notre solidarité morale, mais sur effective des partis socialistes de entier.

Le combat qu'ils mènent est notr- hat !

L'ennemi qui les opprime est l'enn- genre humain !

A tous ceux donc qui peuvent, pa- porte quels moyens d'action, d'inf- agitation, contribuer à l'œuvre d- France qui sera l'un des événements plus grandioses de l'histoire, le Bure- socialiste international adresse un chal- appel.

En ordonnant les massacres de Pétersbourg, Nicolas II a signé l'as- mort au tsarisme !

A bas l'autocratie !

Vive le socialisme international !

Le Comité exécutif du socialiste international :

EMILE VAN DERVELDE, EDOUARD A- Le secrétaire,

VICTOR SERVY.

Le Conseil central a reçu la lett- vante :

Chers compagnons,

Le Comité exécutif du Bureau social- national a l'honneur de vous annoncer citoyen Victor Servy a donné sa démi- secrétaire du Bureau socialiste internat

Dans sa dernière séance, le Consei-